

Fòs pawol pep la !



La puissance de la parole populaire

Electrices, Electeurs du Nord,

Dans ce contexte de discrédit de la parole politique, nous souhaitons redonner la parole à celles et ceux qui ne l'ont presque jamais. Cette parole restituée à la grande majorité des femmes et des hommes qui font le Nord ou qui font le pays est un gage d'efficacité pour porter les actions propres à défendre les intérêts de notre Nord, les intérêts du Peuple.

Depuis de nombreuses années, on nous promet de régler nos problèmes d'impulser le développement que le pays et singulièrement le Nord attend. Mais force est de constater que rien ne change de manière fondamentale, que rien ne bouge au fond. Le Nord demeure la région la plus défavorisée de la Martinique avec le taux de chômage le plus élevé, le nombre le plus élevé de bénéficiaires de revenus de transfert (RSA, aides sociales, etc.), le taux de création d'entreprises le plus faible.

Ce qui fait défaut aujourd'hui à l'action publique, c'est le déficit de volonté politique. C'est l'absence de détermination à rompre avec un système qui est à bout de souffle, en bout de course et qui sert toujours les intérêts des mêmes privilégiés au détriment du plus grand nombre.

**Cette volonté politique nous l'avons !
Cette détermination nous la portons !**

Le combat du Nord, c'est aussi le combat de la Martinique car cette fracture interne n'est pas de nature à assurer un développement équitable et profitable au pays Martinique.

Et c'est avec vous, femmes et hommes du Nord et du pays, que nous saurons forts, de votre mobilisation et de votre implication, porter le projet alternatif dont notre Peuple a besoin. Avec vous, nous voulons renforcer notre combat pour la défense de la vie et du vivant et, plus que jamais, réaffirmer notre volonté de justice.

LA JUSTICE SOCIALE

Pour défendre le principe d'égalité entre les citoyens, nous voulons agir pour :

- Augmenter les pensions en faveur des retraités les plus modestes et les allocations destinées aux personnes en situation de handicap.
- Prendre de manière urgente des mesures en faveur des jeunes tant au niveau de la formation, de l'insertion, de l'apprentissage que de la lutte contre le décrochage scolaire.
- Permettre aux femmes de prendre leur véritable place dans la société en soutenant les mesures en faveur de la création des systèmes et structures diversifiés de garde et d'accueil de la petite enfance.
- Soutenir toutes les initiatives locales relatives au projet éducatif de territoire.

La question de la justice sociale, c'est aussi l'égalité devant la santé et les risques naturels et technologiques.

LA JUSTICE ÉCONOMIQUE

Fidèles à l'idée que l'agriculture et la pêche doivent avant tout servir à nourrir les femmes et les hommes d'un pays et qu'il convient d'en faire de véritables moteurs d'un développement durable et solidaire recentré, nous veillerons à défendre l'idée d'une réorientation de l'agriculture martiniquaise pour sortir du « tout exportation » avec son corollaire le « tout importation », du « tout banane », du « tout monoculture », du « tout agriculture productiviste », du « tout pesticides » et autres engrais chimiques.

LA JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

Attachés à l'idée de ménagement du territoire et de sa biodiversité et face à la réalité de ce qu'il convient d'appeler le basculement climatique (changement climatique), nous militerons sans relâche en faveur de :

- La protection des écosystèmes et du libre accès au littoral.
- Pratiques culturelles, une agriculture et une alimentation saines.
- La réparation des conséquences environnementales et sanitaires de l'exploitation des carrières entre Saint-Pierre et le Prêcheur.
- La protection et une meilleure gestion de l'eau.
- La défense de notre biodiversité.
- Un vrai développement des énergies renouvelables respectueuses des écosystèmes, des terres agricoles et de notre santé.
- La mise en place d'un dispositif d'accompagnement des communes littorales impactées par l'érosion côtière.

LA JUSTICE TERRITORIALE

En défenseurs convaincus des intérêts martiniquais et conscients que le Nord est la partie de notre pays la plus concernée par le mal développement, nous demeurons attachés au principe d'un développement équilibré de toutes nos composantes territoriales. Nous agissons pour :

- Exiger l'équité entre les territoires par une meilleure répartition des équipements.
- Défendre le principe d'équité dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la culture et des sports.
- Favoriser l'équité numérique sur tout le pays.

LA PUISSANCE DE LA PAROLE POPULAIRE

Pour agir autour de ces différentes déclinaisons du principe de justice, nous nous appuierons sur votre mobilisation et votre implication au sein d'un véritable conseil de législature composé des délégués que vous aurez désignés. Nous nous ferons l'écho, à l'assemblée nationale française, de votre parole, de votre volonté de changement.

Nous rejoindrons, sans complexe, un groupe d'élus français avec qui nous partageons des valeurs, la solidarité, la citoyenneté, l'écologie, la fraternité entre les peuples. Cette appartenance à un groupe ne nous empêchera pas de converger avec d'autres élus martiniquais, guadeloupéens, guyanais, réunionnais, et des autres territoires dits d'Outre-Mer lorsque des idées communes ou la défense d'intérêts communs le commanderont. ; Nous voulons redonner la parole à celles et ceux qui ne l'ont presque jamais.

**Les 10 et 17 juin,
faites le choix de votre droit à la parole !**

**Faites le choix du respect dû à la parole du Peuple,
faites le choix de NOU PEP LA, faites le choix de
Marcellin NADEAU et Christine ALIKER !**

Fòs pawol pep la !

**Marcellin
NADEAU**

Suppléante Christine ALIKER



#AnnouPôtéMannèv



www.noupepla.com

Annou pôté mannèv

**Le candidat à votre écoute, pour le contacter : 0696 84 46 18 • Marcellin Nadeau (compte officiel)
Législatives des 10 et 17 juin 2017 Circonscription du Nord de Martinique**